

## *Global studies et altermondialisme*

### Le retour du radicalisme paisible des classes moyennes

Voir aussi les notices du même auteur dans : Pascal Durand (dir.), *Les nouveaux mots du pouvoir : abécédaire critique*, Bruxelles, Aden, 2007, "Altermondialisme", p. 17-19 et "Globalisation", p. 267-271.

Le terme *altermondialisme* – avec *altermondialiste(s)* – se diffuse massivement dans l'opinion publique à l'extrême fin de la décennie 1990. Il désigne l'ensemble des valeurs, attitudes et pratiques dont se réclament les divers collectifs de la société civile favorables à l'édification d'un *autre monde*, plus soucieux du développement durable de l'humanité que de la recherche du seul profit à court terme imposé par ladite globalisation néolibérale. Ce mot-valise en a largement remplacé un autre, celui d'*antimondialisme*, associé aux adeptes d'un « *extrémisme* » politique militant, dont il constitue, non le doublon, mais une variante euphémisée, politiquement plus convenable et plus médiagénique, renvoyant aux tenants d'un réformisme social *responsable*.

Si l'*altermondialisme*, forgerie qui tient de l'effet de mode autant que de l'imposition, fait à l'évidence l'objet d'une hypertrophie médiatique, le phénomène n'en témoigne pas moins d'un sentiment diffus de confusion et de fermeture du débat. Universalisme abstrait, au pouvoir comme dans l'opposition ; alliance rhétorique des « pro » et des « anti » ; ton volontiers prophétique pour les publicitaires des temps nouveaux, habilement dissident pour les tenants d'une vision crépusculaire : les signes ne manquent pas d'une allégeance multiple à la *doxa*. Une lecture minutieuse des productions dominantes dans le domaine des *global studies* indique ainsi une relative homogénéité des propos, balisés par un nombre très limité de thématiques constituées en autant de *topoi* du genre avec lesquels, pour reprendre l'expression de Bourdieu et Wacquant, « on argumente » mais sur lesquels « on n'argumente pas<sup>1</sup> ».

L'opposition la plus systématique dans laquelle se rejoignent altermondialistes et néolibéraux est assurément, à suivre Jean-François Bayart, celle de *l'aporie du jeu à somme nulle* entre État et marché. Cette matrice intellectuelle biaisée informe simultanément les discours des deux parties. Seule demeure pour différencier celles-ci, la priorité qu'elles accordent à l'un ou l'autre pôle de l'antinomie artificielle ainsi construite, tenaillés qu'elles sont entre réalisme économique et volontarisme politique. Dès lors que l'inaction des autorités publiques – impuissantes face à la pression présumée des *lobbies* d'affaires – se voit marquée du sceau de l'inconscience devant la menace que fait peser sur le monde la marchandisation, l'État, coupable mais pas responsable, est en toute logique condamné à la peine minimale : celle des seuls travaux d'intérêt général. Investi en quelque sorte d'une neutralité institutionnalisée, le politique ne pourrait donc échapper à la mission sociale qu'il est censé, en théorie, incarner. Ignacio Ramonet, directeur du *Monde diplomatique*, est à cet égard affirmatif : « [les États] sont les lieux pertinents de l'exercice de la démocratie et [les] garants du bien commun<sup>2</sup> ».

La partie, on le voit, est moins contrastée qu'il n'y paraît entre *altermondialistes* et ceux que ces derniers nomment maladroitement les « *maîtres du monde* », en prenant le plus souvent le simple contre-pied de leurs adversaires sans remettre en cause les présupposés d'une pensée dominante dont ils ne cessent, par ailleurs, de vitupérer le caractère tyrannique. En se taillant une opposition *citoyenne* à sa mesure, le pouvoir construit ainsi une polémique confinée à l'espace du politiquement dicible, celui d'un nouveau « *cercle de la raison* » circonscrit aux limites socialement déterminées de

l'idolâtrie de marché et de la fétichisation de l'État (pensé comme instance neutre, extérieure à la sphère économique, garantissant en toute impartialité le « bien commun », pour reprendre le titre d'un opuscule de Riccardo Petrella).

Nul complot dans tout cela : les prises de positions des participants de Porto Alegre sont, pour l'essentiel, le reflet de dispositions idéologiques liées à leur habitus de classe. Bénéficiant, comme le précisent Boris Gobille et Aysen Uysal, de prérogatives « à bien des égards inséparables de l'État »<sup>3</sup>, ils appartiennent massivement à la moyenne et haute fonction publique. Le portrait sociographique des « militants » de Seattle est en ce sens relativement harmonieux, puisqu'il se signale par une forte représentation des professions intermédiaires et des cadres culturels supérieurs. L'appartenance, plus ou moins sentie et consentie, à cet entre-deux social tend largement à expliquer le succès auprès des *altermondialistes* d'une pensée réformatrice assimilable à un subtil mélange de néokeynésianisme et de libéralisme classique. Portés par le radicalisme paisible propre aux classes moyennes et, plus spécifiquement encore, à la petite bourgeoisie intellectuelle, la plupart communient dans une propension à la contestation *dans* le système plutôt que *du* système : à la dissension plutôt qu'à la dissidence.

C'est à ce même mouvement « *altermondialiste* » que le terme de *globalisation* doit d'ailleurs l'essentiel de son inflation rhétorique contemporaine. Ce terme renvoie, littéralement, à l'expansion planétaire des relations d'interdépendance entre les hommes, leurs activités et les systèmes politiques, idéologiques ou culturels au sein desquels ces activités s'insèrent. Bien que l'aire de mot recouvre largement celle de *mondialisation*, la langue française maintient une distinction formelle entre les deux, réservant au terme de *globalisation* l'idée d'un déploiement de la rationalité économique à l'ensemble de la *praxis* sociale.

Le concept de *globalisation*, d'origine assez vague et diffuse, se diffuse à la charnière des années 1960 et 1970 sous l'impulsion d'une littérature émanant des entreprises « *multinationales* », des organisations internationales, telles que les Nations Unies, la Banque mondiale ou l'OCDE ; sa légitimation scientifique emprunte largement aux travaux du théoricien des médias canadien, Marshall McLuhan, qui prophétisait dès 1962, dans *La Galaxie Gutenberg*, l'entrée d'une humanité retribalisée dans l'âge du « *village global* ». Le terme connaîtra une première formalisation en 1983 avec l'américain Theodore Levitt pour désigner la convergence mondiale des marchés sous l'influence des « *nouvelles technologies* ». Kenichi Ohmae, consultant en stratégie économique chez McKinsey, élargira cette problématique, en 1990, au système productif tout entier, définissant ainsi la gestion des firmes mondiales. La *globalisation* s'identifie alors à un immense réseau traversé par divers flux humains, informationnels et financiers entravés dans leur déploiement par des États-nations décrits comme autant de « résidus » d'une époque révolue – l'*interlinked economy* prenant, quant à elle, la forme de l'enchevêtrement d'économies dominées par des firmes triadiques pour lesquelles la nationalité est révolue. Par injections de sens successives, le concept en est donc venu à décrire aujourd'hui le délitement « *du* » politique et sa soumission aux diktats d'un marché global déterritorialisé. On peut ainsi lire, entre autres exemples, sous la plume d'un Riccardo Petrella que la *mondialisation* « *s'est traduite par une perte structurelle et visible des capacités de gouvernement de l'économie locale et mondiale par les pouvoirs publics qui [...] sont restés organisés au plan national* ».

Le discours médiatique et semi-savant sur la *globalisation* est, en réalité, à la fois éclaté et harmonieux. Éclaté en ce qu'il conglomère les approches d'auteurs divergeant sur la nature et le rythme d'évolutions perçues cependant, le plus souvent à l'unisson, comme irréversibles. Harmonieux en ce que ces mêmes discordances n'excluent pas l'existence d'un accord, au mieux tacite, sur la disparition des anciens référents, au premier rang desquels figure le triptyque propriété/classes/domination. Au nombre des répertoires topiques associés à la *mondialisation*, on comptera ainsi la soumission du politique à l'économique, avec pour pré-supposé leur artificielle dissociation ; la domination sans faille d'une idéologie « *ultra-* » ou « *néo-libérale* » ou, plus classiquement, libérale ; la disparition de la classe dominante au profit de flux financiers « *sans visages* » ; l'avènement de « *transnationales* » mondiales à l'actionariat géographiquement éclaté et au management apatriote ; ou encore la



condamnation d'un capitalisme « *parasitaire* », celui des fonds de pension anglo-saxons, et la reconnaissance *a contrario* d'un capitalisme « *sain* », celui de l'industrie, des biens et services.

Dans cette configuration dominante relevant d'un déterminisme techniciste plus ou moins assumé, l'autorité se fait donc négativité : alors même que le politique est donné pour chancelant, impuissant pour ne pas dire absent, l'économique est perçu, à son tour, comme immatériel, impalpable, sinon même étranger dans tous les sens du terme. De la « *dispersion du pouvoir*<sup>5</sup> » chère à Francis Fukuyama à l'« *infinité des microdécisions individuelles incontrôlables*<sup>6</sup> » évoquée par le fondateur d'ATTAC, la *mondialisation* peut ainsi se conjuguer, du centre-gauche jusqu'au néo-conservatisme républicain, sous le mode de la dispersion et du refus de toute centralité. D'autres, plus audacieux, n'hésitent pas à évoquer le pouvoir au passé. Qu'il soit introuvable, chez Ignacio Ramonet<sup>7</sup>, ou, plus simplement encore, « *partout et nulle part*<sup>8</sup> », chez Alain Touraine, le pouvoir semble bien avoir fait son temps. Certains, tels Antonio Negri et Michael Hardt<sup>9</sup>, jouent sur les deux tableaux, convoquant simultanément les imaginaires de la dissémination et de la volatilisation.

« *Au-delà des capitalistes en chair et en os et des groupes de capitalistes, il existe donc bien un capitaliste collectif, sans visage, composé de flux financiers gérés par des réseaux électroniques*<sup>10</sup> » Cette proposition empruntée à Manuel Castells est emblématique des lieux communs traditionnellement associés à la *globalisation*. Solennité du verbe et ton volontiers missionnaire pour la forme, déterminisme technologique, banalité du propos et prescriptions visionnaires pour le fond : tels sont quelques-unes des propriétés définitives de l'essai semi-savant consacré à la *mondialisation*. Ce discours cliché ressemble à s'y méprendre à une nouvelle réminiscence de la pensée post-moderne où la contingence se joue de l'immanence, l'influence du pouvoir, et le réseau de la structure. Philippe Cohen, journaliste à *Marianne*, est à cet égard, lui aussi, affirmatif : « *La grande entreprise n'est plus une grande structure, articulée à une famille, représentée par un État. C'est une affaire déterminée à l'échelle planétaire par des flux.* »<sup>11</sup>

Les figures discursives véhiculées par la grande majorité des travaux relevant des *global studies* demeurent, par conséquent, prisonnières d'une idée reçue, idéologiquement déterminée, celle de l'illisibilité des formes actuelles de gouvernement, signe de *complexité* pour les uns, d'absence pour les autres. Sans présumer de plus amples développements sur le concept de *globalisation*, un constat s'impose donc : la négation de tout rattachement des entreprises à une quelconque puissance nationale est bien faite, consciemment ou non, pour empêcher toute réflexion sur les relations organiques entre État et capital ; et pour évacuer, par la même occasion, la problématique des responsabilités proprement politiques dans l'évolution actuelle du monde.

<sup>1</sup> Pierre Bourdieu et Loïc Wacquant, « Sur les ruses de la raison impérialiste », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°138, juin 2001, p.109.

<sup>2</sup> Ignacio Ramonet, « Désarmer les marchés », dans *Le Monde diplomatique*, 1 décembre 1997.

<sup>3</sup> Boris Gobille et Aysen Uysal, « Cosmopolites et enracinés », dans Eric Agrikoliansky et Isabelle Sommier (sous la direction de), *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Paris, La Dispute, 2005, p.106.

<sup>4</sup> Riccardo Petrella, *Le bien commun. Éloge de la solidarité*, Bruxelles, Labor, 1996, p. 39.

<sup>5</sup> Propos recueillis par Pierre Lefèvre, « Francis Fukuyama : entretiens singuliers à Davos (IV) », dans *Le Soir*, 7 février 2000.

<sup>6</sup> Propos recueillis par Philippe Manière, « Bernard Cassen : *Limitons le droit de propriété* », dans *L'Expansion*, 13 septembre 2001.

<sup>7</sup> Ignacio Ramonet, *La tyrannie de la communication*, Paris, Gallimard, 2001, p.70.

<sup>8</sup> Alain Touraine, *Lettre à Lionel, Michel, Jacques, Martine, Bernard, Dominique... et vous*, Paris, Fayard, 1995, p. 38.

<sup>9</sup> Antonio Negri et Michael Hardt, *Empire*, Paris, Exils, 2000.

<sup>10</sup> Manuel Castells, *La société en réseaux. L'ère de l'information*, Paris, Fayard, 1998, pp. 530-531.

<sup>11</sup> Philippe Cohen, « Une nouvelle élite sortie d'un même moule », dans *Marianne*, 2 août 1999.